



france.tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

CSE réseau des 23 & 24 novembre 2021

Au programme : la régionalisation et les sites internet communs avec France Bleu, les alertes santé dans le réseau, le NRCS...

Ce CSE a tenu, en début de réunion, à honorer la mémoire de deux de nos collègues disparus ces jours-ci : Elise Durupt, scripte à Nice, et Gilbert Mokede, directeur délégué aux moyens et à la performance du réseau régional, parti à la retraite cet été.

Notre liminaire est [ici](#) – UTS, télétravail : la Cfdt exige le respect des accords signés... Le directeur du réseau, Philippe Martinetti, affirme sa volonté de transparence et de respect des accords, préalables aux évolutions selon lui.

Qu'il nous le prouve ! Sinon, c'est du blablabla...

NOVEMBRE 2021

Commission de suivi de la régionalisation (lire [ici](#) le CR de la commission CASAR)

L'offre commune numérique France 3 réseau régional / France Bleu : après avoir réglé la question du choix technologique (nous ne travaillons pas avec les mêmes outils...), il faudra arbitrer l'éditorial ; que traite-t-on ? Qui traite quoi ? Comment ? Quelle coordination, quelles équipes pour travailler ensemble ? Autant de questions qui se posent.

La direction rappelle que ce projet commun s'inscrit déjà dans les grandes orientations de FTV – et ce depuis 2018. Le travail sur la ligne éditoriale du numérique a démarré dès le mois d'avril, sur la base d'un « *parcours utilisateurs* ». France Bleu et France 3 continueront de couvrir l'actualité de leurs territoires de façon indépendante.

L'indépendance et le pluralisme de l'information ne passeront pas par le support, mais par le traitement de l'info. Qu'elle que soit l'architecture, la proximité est liée à des « bassins de vie ».

L'objectif de cette coopération est de créer une nouvelle offre numérique, donc un seul site. Mais au sein d'un même « URL », plusieurs « marques » peuvent cohabiter. Les « entrées » seront fonction des « paramétrages » des utilisateurs, pour assurer une offre sur mesure pour chaque internaute.

FTV travaille depuis 2019 avec Radio France sur une plate-forme commune. Aujourd'hui le référencement de France.Info est très fort et l'enjeu porte plus sur les choix des outils pour les salariés et le coût induit, pour l'une ou l'autre entreprise, par le changement techniquement et le besoin en formation.

La coordination éditoriale entre Radio France et FTV fonctionne bien, celle entre le réseau régional et France Bleu fonctionnera aussi mais différemment.

Ce que nous savons :

- Cette coopération prendra la forme d'un GIE, dont le fonctionnement sera pris en charge pour moitié par chaque partenaire. Mais pour l'heure, rien n'est acté avec précision.
- A minima, deux administrateurs – le directeur du réseau de France Bleu et celui du réseau régional – gèreront ce GIE.

Des sites qui offrent de la proximité, oui ! La Cfdt a toujours défendu cette idée, et a contesté, en 2015, la création des sites Grande Région, une aberration ! La direction revient là-dessus, et c'est tant mieux. Mais que de temps perdu ! Nous rappelons également notre demande d'identifier clairement les contenus, info et communication, dans un souci de transparence et d'honnêteté vis-à-vis des internautes.

SUIVEZ-NOUS SUR

 @cfdt_ftv

 /cfdt.ftv

CFDT-FTV.FR

Les élus soulignent une fois de plus les dysfonctionnements d'Echobox, et les problèmes de formation sur le logiciel PIC qui remplacera DRUPAL.

Les programmes :

La direction souligne que la tranche matinale 7h-11h est, pour la première fois, intégralement régionale et à la main des Directions Régionales depuis septembre. Les audiences de ce créneau sont en progression par rapport à la saison dernière. « Vous Êtes Formidable » reprend les scores de « C'est Encore Mieux Le Matin ». Pour Philippe Martinetti, cette tranche peut être une opportunité pour les Directions Régionales – et la direction assume les prises d'antenne techniquement assurées par des moyens externes, l'essentiel étant, semble-t-il, que le pilotage et le financement soient régionaux...

Les élus estiment que les antennes manquent de moyens pour assurer les PAE : en Centre Val de Loire, une PAE est organisée avec deux OPV, un Aviwest, voire un OPV avec un Aviwest...

Sur les JT Grande Région, notamment en PACA et en AURA, où BFM s'est implanté localement, les élus expriment leurs inquiétudes. La proximité n'est pas au rendez-vous... Mais la direction se satisfait d'un « *nous restons sur une fourchette haute* » en termes d'audience...

Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail

Alertes santé et RPS : Les élus demandent un débat sur les méthodes de traitement des alertes, nombreuses dans le réseau. Nous constatons en effet que tantôt, c'est une enquête conjointe avec les RP, tantôt une enquête de la direction, tantôt une intervention de la LDH qui mandate un cabinet extérieur recruté sur appel d'offre et non agréé par l'Etat. De plus, jamais ou presque, les rapports d'enquête ne sont communiqués. « *Nous accompagnons les victimes et les mis en cause, mais nous devons aussi respecter la confidentialité des mesures* », répond la direction.

Interpelée sur cette différence de traitement des plaintes des victimes et des mises en cause, la Direction convient que c'est anormal et qu'il faut réfléchir à une procédure unique.

Elle précise aussi qu'elle va proposer aux Directions Régionales des outils adaptés à ces situations, en fonction du bilan des actions réalisées ces dernières années.

Les élus contestent le choix de la direction de confier une grande partie des enquêtes et de l'animation des comités de pilotage mis en place lors d'une situation de crise à JLO, le cabinet de psychologie du travail qui a reporté le précédent l'appel d'offre pour la prestation « psychologues du travail » dans les sites de France 3. Les élus contestent les méthodes de JLO, et soulignent qu'un psychologue qui prend en charge des situations individuelles dans une antenne, ne peut être partie prenante d'une démarche collective.

Alerte sur les outils RH, Toulouse : cette alerte concerne l'utilisation d'outils RH pas aboutis, par les assistantes, et pourrait concerner tout le réseau régional et La Fabrique. Le travail accompli à Toulouse, avec l'implication des services parisiens qui pilotent ces outils, servira donc à tous. Concur, HCorpo, facturation numérique, AEOM, fiches de paye sur Digiposte, Ariane, Planif, etc... : des webinaires et des rendez-vous avec les responsables des services qui pilotent ces outils ont permis de clarifier certaines choses – par exemple, déterminer qui sont les personnes à solliciter en cas de difficultés.

Les élus demandent que les pistes d'action explorées à Toulouse soient généralisées, puisque les mêmes problèmes existent partout. Ce à quoi la direction semble répondre favorablement : « *en effet, nous pouvons étendre les clarifications faites à Toulouse pour l'ensemble du réseau* ».

La Cfdt déplore le fait que l'émergence des outils numériques ait servi de prétexte à la déshumanisation du travail, et soit utilisée pour transformer les salariés en simples opérateurs, sans marge de manœuvre, soumis au diktat des algorithmes et des



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

NOVEMBRE 2021

paramétrages. Le lien entre ceux qui pensent et créent ces outils, et ceux qui les utilisent ou en sont tributaires, n'est pas fait. La parole des utilisateurs n'est pas entendue, c'est cela aussi qu'il faut corriger !

De plus, nous soulignons que le webinaire ne remplacera jamais la formation en présentiel, surtout en formation initiale sur un nouvel outil. Et que la formation – webinaire ou pas ! - doit se faire sur le temps de travail, et pas sur les temps de pause des salariés !

COVID : des capteurs de CO2 seront installés dans tous les sites ; les affichages sur les consignes sanitaires seront renouvelés.

Aviwest : les élus demandent que les consignes d'utilisation des Aviwest soient enfin débattues, pour tenir compte du risque induit par l'utilisation de ces dispositifs.

La direction propose une réunion de la CSSCT sur ce sujet : « *la prévention de la santé est un impératif incontournable* ».

Télétravail : les élus dénoncent les interprétations selon les sites des conditions d'application de l'accord signé (notion de télétravail « occasionnel », par exemple), tout en soulignant que la mise en œuvre de cet accord n'est pas simple pour les chefs de service.

Accord handicap : le binôme « référent handicap » et RH est trop peu connu. La direction veut relancer la démarche, en demandant à ces binômes de contacter les salariés concernés, en les réunissant en séminaire. La plaquette de communication a été mise à jour avec les nouveautés du l'accord. La direction précise que pour elle, le maintien dans l'emploi est incontournable.

Absentéisme : un taux très élevé d'absentéisme à Bordeaux, à la rédaction, en juin dernier (22% !) a déclenché une alerte ; il a été décidé de mettre en place un nouveau dispositif, de faire de Bordeaux un « site pilote » avec un recours à l'expertise du cabinet Ayming. Des pistes d'action sont attendues pour janvier 2022, qui pourront être « duplicables » dans le réseau.

News Room Computer System – NRCS (lire [ici](#) le document remis en commission)

La direction informe que des salariés de France 3 Ile-de-France et de Lyon ont été associés pour adapter et améliorer l'outil. Une dernière version a été implantée et semble correspondre aux attentes des usagers. Une équipe avec des salariés référents accompagnera le déploiement dans le réseau.

Open Média : les Hauts de France sont pilotes, le calendrier de déploiement dans tout le réseau doit encore être peaufiné. Le NRCS sera déployé pour le moment à Lille et à Amiens avant la fin de 2021. L'outil, déjà mis en œuvre au siège, sera « stabilisé », et une expertise demandée par le CSE Central aura lieu. Fait inédit selon la direction, 45 % du budget est dédié à l'accompagnement des salariés sur ce projet qui comportera deux phases : le News-Board, puis Open-Média. Lille et Amiens mettront en production en décembre et en janvier, puis le déploiement dans les autres sites sera réalisé avant les élections de 2022.

A savoir : Open-Média est plus complexe, alors que le News-Board n'est qu'un outil de gestion des prévisions, s'il y a des soucis, il ne devrait donc pas y avoir d'impact sur les fonctionnements actuels.

News-Board donne accès aux prévisionnels validés, avec des règles de fonctionnement : on peut prendre un sujet PAD (pas les rushes, donc ! – sauf si le rédacteur en chef du site concerné donne l'autorisation d'utiliser ces rushes) avant qu'il n'ait été diffusé sur son antenne d'origine, avec toute l'antériorité de la construction des sujets, les sources etc. Mais les utilisateurs n'auront pas accès aux contacts, par respect du *Règlement Général sur la Protection des Données*.

SUIVEZ-NOUS SUR

 @cfdt_ftv

 /cfdt.ftv

[CFDT-FTV.FR](#)



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Les échanges avec IV3 seront simplifiés, et IV3 pourra se concentrer sur l'éditorial.

Les élus insistent sur la sécurisation du système : ne pas laisser n'importe qui prendre n'importe quoi dans ce qui est enregistré dans le NRCS, ne pas expérimenter des pratiques non validées par le réseau, les organisations syndicales, les salariés utilisateurs... la direction s'engage à respecter les règles en vigueur dans l'entreprise et assure que le l'objectif du projet n'est pas de réduire les effectifs.

Info commissions du CSE et RP

Activités Sociales et Culturelles

Sont désignés présidents: A Rouen, **Julie HOWETT** ; à Rennes : **Jean-Hervé Guilcher**.

Deux nouveaux membres sont désignés à Rennes : **Isabelle Rettig**, et **Floris Nkengurutse**.

RP Grenoble : **Jérôme Ducros** (FO)

NOVEMBRE 2021

Prochain CSE : 7 et 8 décembre 2021

Votre représentant syndical Cfdt et vos élus :

Gonzague Vandamme (Lille), Yvonne Roehrig (Strasbourg), Olivier Mélinand (Brest), Bruno Espalieu (Lille), Pascal Lefèbvre (Lille), Patricia Jomain (Lyon), Juliette Roché (Orléans).



Nos Délégués syndicaux centraux

Vous souhaitez nous poser des questions ?

Contactez-nous au : **01 56 22 88 21**

SUIVEZ-NOUS SUR

 @cfdt_ftv

 /cfdt.ftv

CFDT-FTV.FR